

ÉGYPTE

Un défenseur des droits humains condamné à sept ans d'emprisonnement

Index AI : MDE 12/026/02

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International a dénoncé ce jour (lundi 29 juillet 2002) la décision rendue contre le défenseur des droits humains Saad Eddin Ibrahim, qui a été condamné à une peine de sept ans d'emprisonnement pour des motifs politiques.

« *Le jugement de Saad Eddin Ibrahim vise à réduire au silence l'ensemble du mouvement égyptien de défense des droits humains* », a souligné Amnesty International.

Saad Eddin Ibrahim, directeur du Centre d'études sur le développement Ibn Khaldun du Caire, et ses coaccusés – qui ont été condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement – ont été rejugés par la *Mahkama Amn al Daula al Ulya* (Cour suprême de sûreté de l'État). Ils étaient notamment accusés d'avoir accepté des fonds d'origine étrangère sans y avoir été autorisés, d'avoir diffusé de fausses informations préjudiciables aux intérêts de l'Égypte, et d'avoir détourné des fonds.

Amnesty International avait adopté Saad Eddin Ibrahim et trois autres défenseurs des droits humains – tous membres du personnel du Centre d'études sur le développement Ibn Khaldun – en tant que prisonniers d'opinion après qu'ils eurent été condamnés et emprisonnés en mai 2001.

Complément d'information

Arrêtés au cours des mois de juin et juillet 2000, Saad Eddin Ibrahim et ses coaccusés – dont la majorité appartenaient à deux organisations non gouvernementales (ONG) : le Centre d'études sur le développement Ibn Khaldun et la *Hayat Daam al Nakhibat* (Association de soutien au vote des femmes) – ont été détenus sans inculpation pendant des jours, voire des semaines. Fin août 2000, toutes ces personnes avaient été relâchées. Le procès de ces 28 hommes et femmes s'est ouvert le 18 novembre 2000. Un certain nombre de journalistes égyptiens et de représentants de la presse internationale, ainsi que des observateurs étrangers, notamment des délégués d'Amnesty International, y ont assisté.

En mai 2001, la Cour suprême de sûreté de l'État a condamné Saad Eddin Ibrahim à une peine de sept ans d'emprisonnement après l'avoir reconnu coupable de plusieurs chefs d'accusation, notamment d'avoir reçu des fonds sans autorisation et d'avoir diffusé de fausses informations à l'étranger. Trois membres du personnel du Centre d'études sur le développement Ibn Khaldun ont été condamnés à des peines de deux ans d'emprisonnement pour avoir collaboré avec Saad Eddin Ibrahim. Celui-ci et les autres détenus ont été temporairement remis en liberté après que la Cour de cassation eut ordonné qu'ils soient rejugés en février 2002. En avril 2002, leur second procès s'est ouvert devant une autre chambre de la Cour suprême de sûreté de l'État. Les personnes condamnées aujourd'hui peuvent former un ultime recours devant la Cour de cassation. ●

Pour en savoir plus, veuillez consulter le rapport intitulé *Égypte. Des défenseurs des droits humains derrière les barreaux* (index AI : MDE 12/016/01).

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>